

1 Prononcée en néerlandais
2 Seul le texte prononcé fait foi

3
4
5 Déclaration d'investiture, le 3 juillet 2024

6
7 Monsieur le Président,

8
9 L'une de mes sportives néerlandaises préférées, Sifan Hassan, a avoué juste avant de
10 prendre le départ de son premier marathon, en avril 2023 à Londres, qu'elle avait souvent
11 douté d'elle-même pendant sa préparation. Elle était tendue. Mais elle était aussi follement
12 curieuse de voir jusqu'où elle pouvait aller. « Je veux tout simplement aller au bout de cette
13 aventure », a-t-elle dit. Elle avait hâte de vivre cette expérience nouvelle.

14
15 C'est avec un sentiment similaire, et avec la même adrénaline, que je me tiens ici
16 aujourd'hui, à l'aube de quelque chose de totalement neuf. Une nouveauté, pas seulement
17 pour moi et les membres du gouvernement, mais aussi pour le monde politique néerlandais.
18 Pour la première fois depuis cinquante ans, un gouvernement sans leaders politiques va se
19 mettre au travail selon des lignes directrices. Nous avons un peu le trac, aussi sommes-nous
20 impatients de prendre enfin le départ. Pour parler simplement : nous avons vraiment envie
21 de nous y mettre. Et vous le savez peut-être : le premier marathon de Sifan Hassan s'est
22 soldé par une victoire convaincante. Moi-même marathonien, j'y puise de l'inspiration, dans
23 l'espoir et la conviction que nous pourrons faire quelque chose de positif pour les Pays-Bas.
24 Je souhaite ici clairement préciser : pour tous les Néerlandais et tous les résidents du
25 Royaume sans exception.

26
27 L'accord de coalition élaboré par le PVV, le VVD, le NSC et le BBB fournit les éléments
28 nécessaires à cette fin. Je citerai quelques exemples. Nous allègerons les charges et
29 abaisserons la franchise médicale de sorte à accroître la marge de manœuvre financière des
30 personnes en difficulté, des travailleurs à revenu intermédiaire, mais aussi des entreprises.
31 L'accord fait le choix d'une politique d'asile et de migration extrêmement stricte qui
32 correspond aux capacités de notre pays et répond aux besoins de notre économie. Il formule
33 les propositions qu'il nous faut en matière d'agriculture et de gestion de la nature, de sorte à
34 redonner autonomie et perspectives aux agriculteurs et aux pêcheurs néerlandais et à
35 garantir notre sécurité alimentaire. Il prévoit des investissements dans des domaines
36 importants à la fois pour les gens et pour notre climat des affaires, tels que la sécurité, le
37 logement, l'infrastructure, la transition énergétique. Et il renforce la voix des citoyens et l'État

38 de droit, notamment en réformant le système électoral et en permettant un contrôle
39 constitutionnel des lois.

40

41 Ainsi, l'accord de coalition se veut fidèle au résultat des élections législatives du 22
42 novembre dernier, par lequel le peuple des Pays-Bas assigne une mission claire au monde
43 politique néerlandais. Les électeurs nous ont dit : écoutez-nous. Écouter nos inquiétudes.
44 Concernant l'asile et les migrations. Concernant la sévère pénurie de logements. Concernant
45 le prix des courses, de l'énergie, du loyer. Écoutez, et agissez. Cette mission, le
46 gouvernement qui se présente à vous aujourd'hui la prend particulièrement au sérieux.

47

48 Et la plus grande de ces inquiétudes concerne l'asile et les migrations. Là est, quel que soit
49 le point de vue, la principale aspérité. La conviction partagée par beaucoup que le nombre
50 de travailleurs immigrés, d'étudiants étrangers et de demandeurs d'asile exerce une pression
51 trop forte sur notre pays. Non seulement sur la disponibilité et l'abordabilité de nos structures
52 et de nos prestations, mais aussi sur la cohésion sociale dans les quartiers, les villages et
53 les grandes villes.

54 Et c'est une inquiétude réelle. Imaginez-vous vivre à Ter Apel ou à Budel. Ou, en tant
55 qu'étudiant, ne pas pouvoir trouver la moindre chambre pour vous loger. Ou vivre au milieu
56 de bâtisses abritant des travailleurs immigrés dans les pires conditions. Il nous faut donc
57 prendre ces inquiétudes très au sérieux. Car les chiffres de l'asile et de l'immigration sont
58 effectivement élevés, de même que la pression que cela exerce sur notre société. Toute
59 solution, toute approche commence par l'admission de cette réalité. Justement pour
60 préserver l'adhésion de l'opinion à l'accueil des vrais réfugiés. La politique d'asile et de
61 migration stricte prévue dans l'accord de coalition est donc un message : nous vous
62 entendons. Nous vous entendons et nous agissons.

63

64 De nombreuses inquiétudes proviennent du besoin purement humain de cohésion, de
65 certitude et de sécurité. Oui, la polarisation existe. Mais il est faux de penser que les
66 Néerlandais passent leur temps à se dresser les uns contre les autres. Ils ne se haïssent
67 pas. Dans leur immense majorité, ils s'efforcent jour après jour de faire de leur vie quelque
68 chose de bien, pour eux comme pour les autres. Mais ils veulent que leurs préoccupations
69 soient entendues par les pouvoirs publics. Les préoccupations les plus essentielles, telles
70 que : « comment tenir jusqu'à la fin du mois ? » Mais aussi des préoccupations plus sourdes
71 liées aux menaces et aux tensions internationales réelles et potentielles. Pour n'en
72 mentionner qu'une : la guerre en Ukraine et la menace russe. Les gens se demandent ce
73 que cela implique pour leur vie ici, pour l'avenir de leurs enfants, et il est logique qu'ils
74 attendent aussi des réponses de la part du gouvernement.

75

76 Et comment mieux répondre à l'incertitude que par la confiance ? Des pouvoirs publics qui
77 donnent confiance et regagnent la confiance des gens, en se tenant non pas face à eux mais
78 à leurs côtés. Trop souvent, malheureusement, des décisions gouvernementales pourtant
79 bien intentionnées se sont traduites par un affrontement. Pensons au scandale des
80 allocations familiales. Pensons aux tremblements de terre en Groningue. À toute la
81 confiance perdue en ces occasions. C'est seulement en écoutant vraiment que nous
82 pourrons regagner cette confiance. Non pas du jour au lendemain, mais pas à pas,
83 lentement mais sûrement. En contact avec la société. C'est peut-être, aux yeux du
84 gouvernement, la mission majeure de cette mandature.

85

86 Le rétablissement de la confiance commence par l'élaboration de politiques réalisables. Avec
87 les services publics chargés de la mise en œuvre. Avec les provinces, les communes et les
88 wateringues. Avec les entreprises, les syndicats et les autres organisations de la société
89 civile. Et bien sûr, en premier lieu, avec vous.

90

91 Mais cela implique également d'oser faire des choix. De définir un cap. C'est là une autre
92 des missions que le gouvernement souhaite assumer. Bien sûr, nous sommes un pays de
93 coalitions et de compromis. Et souvent, cela aboutit à des politiques pleines de bon sens.
94 Mais parfois, la véritable solution est noyée dans un trop-plein de mots, un trop-plein de
95 concertations. La question de l'asile et des migrations l'illustre bien. Tout comme la
96 discussion sur l'azote dans le contexte des perspectives de l'agriculture. Ou encore l'éternel
97 débat sur l'instauration d'une gouvernance nouvelle, meilleure, différente et sur le
98 renforcement de l'État de droit. Combien de paroles pour combien de résultats concrets ?
99 Dans tous ces domaines, nous devons passer du sur-place au mouvement, au changement,
100 au perfectionnement. Et cela implique des choix.

101

102 Le contenu de l'accord de coalition a déjà été débattu entre ces murs le 22 mai dernier, de
103 même que la première mission assignée à notre équipe, qui consiste à traduire les
104 orientations de l'accord en un programme gouvernemental concret. Dès demain, le
105 gouvernement s'y attachera avec zèle et pragmatisme. Nous vous fournirons un document
106 développant les principaux thèmes de l'accord et explicitant les objectifs, l'approche, le
107 calendrier ainsi que les moyens pour le mettre en œuvre. En tenant compte, bien entendu,
108 du soutien public et de l'applicabilité. L'objectif est de pouvoir discuter du programme
109 gouvernemental lors du débat parlementaire sur la politique générale en septembre.

110

111 Je ne crois pas me rendre utile en passant aujourd'hui une nouvelle fois en revue l'intégralité
112 de l'accord de coalition. Je souhaite plutôt mettre ce moment à profit pour jeter un éclairage
113 supplémentaire sur le fonds et le procédé. De quel sorte de gouvernement s'agit-il ?

114 Considérant l'accord de coalition, comment envisageons-nous notre mission ? Et comment y
115 donnerons-nous forme et substance dans la période qui s'ouvre ?

116

117 Mais avant cela, quelques mots de remerciement, adressés tout d'abord aux membres du
118 précédent gouvernement qui ont mis jusqu'au bout toute leur énergie à servir les intérêts du
119 pays. Je pense que tout le monde sera d'accord pour reconnaître que le chef de ce
120 gouvernement, Mark Rutte, qui en a dirigé quatre en presque 14 ans, mérite un hommage
121 particulier. Son talent de rassembleur, sa capacité à trouver des solutions là où personne
122 n'en voyait plus et son regard acéré sur la politique et l'administration lui ont conféré une
123 autorité considérable aux niveaux national et international. Il serait le premier à protester que
124 sa primature est loin d'être un sans-faute. Mais je tiens à souligner que ses immenses
125 mérites sont difficiles à méconnaître. Nombreux sont ceux, j'en ai la certitude, qui seront
126 d'accord avec moi pour dire que les Pays-Bas doivent énormément à Mark Rutte. Je lui
127 souhaite tout le succès possible à l'OTAN, où il œuvrera aussi à la sécurité de notre pays.

128

129 Des remerciements également adressés aux informateurs, en particulier Richard van Zwol
130 qui a accepté la tâche de formateur de ce gouvernement. Ils ont permis au PVV, au VVD, au
131 NSC et au BBB de conclure un accord de coalition le 16 mai, puis de former un
132 gouvernement, avec le soutien de collaborateurs formidables – j'en sais quelque chose – et
133 d'une équipe extraordinaire à la Chambre. Merci à tous ceux qui ont travaillé dur, y compris
134 en coulisses.

135

136 Et enfin un remerciement personnel à Caroline van der Plas, Dilan Yeşilgöz, Peter Omtzigt et
137 Geert Wilders pour la confiance qu'ils me témoignent en me nommant Premier ministre. Je
138 m'adresse en particulier à M. Wilders, qui après sa franche victoire électorale, leader du plus
139 nombreux groupe parlementaire, a tout mis en œuvre pour assurer la réussite de cette
140 collaboration. J'ai pu en outre observer de très près les contraintes qu'il subit depuis de
141 nombreuses années dans sa vie privée pour en arriver là,
142 et cela force le respect. Pour lui aussi, il s'agit certainement d'un jalon important.

143

144 Et cela m'amène à prononcer quelques mots sur le caractère de cette équipe
145 gouvernementale, qui se présente aujourd'hui à la Chambre et aux Pays-Bas. Car qu'est-ce
146 donc qu'un gouvernement extraparlamentaire ? Cela a fait l'objet de nombreuses
147 dissertations au cours de la formation du gouvernement et ces derniers jours. J'en conclus

148 qu'il difficile d'en donner une définition catégorique et univoque. Aux yeux du gouvernement,
149 le caractère « extraparlamentaire » signifie que nous opérerons avec une plus grande liberté
150 que d'ordinaire par rapport aux groupes parlementaires. Avec plus de distance. Ce qui
151 permet en retour à la Chambre de mieux assumer sa mission de contrôle. Sans accord strict,
152 négocié jusque dans les moindres détails. Avec, de ce fait, moins de pression de la part des
153 partenaires de coalition et plus de latitude pour créer des majorités changeantes. Cela
154 permet d'oxygéner les relations entre le gouvernement et la Chambre. Et si vous me
155 demandez comment cela va fonctionner dans la pratique, je vous répondrai que c'est ce que
156 nous devons découvrir et élaborer en travaillant ensemble.

157

158 Comme l'observe M. Putters dans son rapport final, un gouvernement extraparlamentaire
159 doit être composé différemment, avec les leaders des groupes qui portent cette coalition au
160 sein de la Chambre des représentants, et aussi avec des personnes qui ont été avant tout
161 sollicitées pour leur connaissances et leurs compétences, et non en raison d'un profil
162 partisan marqué. J'en suis moi-même un exemple, mais pas le seul. Autour de moi, dans le
163 carré des ministres, siège une équipe plurielle, possédant une vaste expertise, une grande
164 expérience dans la société civile et tout entière résolument engagée pour notre pays. Ce
165 n'est donc pas un ensemble contrasté de ministres politiques et apolitiques, mais une équipe
166 équilibrée.

167

168 Monsieur le président, je partage l'avis de tous ceux qui, ces derniers mois, ont conclu que le
169 résultat des élections doit avant tout être considéré comme un appel au changement.

170 L'accord de coalition « Espoir, audace et fierté » y apporte une réponse et forme aussi le
171 cadre d'action du gouvernement ; dans certains domaines, il marque nettement un
172 changement de cap. J'ai déjà évoqué les politiques en matière de migration, d'agriculture et
173 de gestion de la nature ainsi que les propositions visant à améliorer la gouvernance et à
174 renforcer la démocratie. Cet accord repose aussi sur des finances publiques saines et la
175 solidité financière. Il n'a échappé à personne que l'accord de coalition comprend déjà des
176 orientations très détaillées sur ces questions. C'est révélateur de l'importance qu'y attachent
177 les quatre partis signataires. Et je le dis très clairement : le gouvernement sait que cela
178 l'oblige. Ces importantes priorités sont aussi les nôtres.

179

180 Pour nombre d'autres questions l'accord de coalition laisse place aux propositions
181 raisonnables que feront la Chambre ou le gouvernement. Ces questions ne sont, pour la
182 plupart, certainement pas moins urgentes. Qu'elles soient plus brièvement évoquées dans
183 l'accord de coalition n'est en rien révélateur de l'intérêt que le gouvernement y attache. Je
184 voudrais illustrer cela par la notion, désormais répandue, de « sécurité d'existence ». Une

185 notion qui commence avec le revenu, le pouvoir d'achat et la lutte contre la pauvreté, comme
186 dans l'accord de coalition. Prenons le principe que le travail doit être payant, l'une de nos
187 priorités principales. Mais la sécurité d'existence signifie bien plus que cela. Elle est
188 inconcevable sans sécurité, un besoin de base de chacun dans chaque pays, et une
189 responsabilité fondamentale du gouvernement. Vous ne serez pas étonné que je sois de cet
190 avis. Mais la sécurité d'existence implique aussi l'accès de tous à des soins et à une
191 éducation de qualité. Ainsi qu'une habitation décente et financièrement abordable. Avoir un
192 toit est un besoin de base mais, pour trop d'entre nous, et certainement pour trop de jeunes,
193 la location ou l'achat d'un logement tend à devenir inaccessible. Nous devons remédier à
194 cela. La sécurité d'existence, c'est un marché du travail au service des gens, qui offre
195 suffisamment de certitude aux salariés et de liberté aux travailleurs indépendants. C'est la
196 lutte ciblée contre la pauvreté. Mais cela passe aussi par une politique qui permette aux
197 citoyens et aux entreprises d'opérer vraiment la transition énergétique, au premier chef
198 financièrement.

199

200 Bref, c'est un vaste ensemble de sujets importants et divers auquel nous, Chambre et
201 gouvernement, œuvrerons au contact de la société. J'espère qu'il en sera ainsi et,
202 sincèrement, j'y compte aussi un peu, maintenant que nombre de formations politiques de
203 droite comme de gauche ont fait de la sécurité d'existence un des thèmes principaux de leur
204 campagne. En outre, l'histoire nous enseigne que le présent gouvernement ne sera très
205 vraisemblablement pas à l'abri d'événements et de développements inattendus et encore
206 imprévisibles. Nous devons là encore chercher ensemble, en concertation, des solutions
207 consensuelles. Je vous lance cet appel aujourd'hui et prends moi-même l'engagement que
208 le gouvernement tendra la main à tous les groupes parlementaires dans cet hémicycle.

209

210 Monsieur le président, la mise en œuvre de l'accord de coalition repose sur trois conditions
211 claires et importantes : elles sont d'ordre international, financier et constitutionnel. Des voix
212 inquiètes se sont fait entendre sur ce dernier point. Je tiens à être clair à ce sujet. Le présent
213 gouvernement défendra l'État de droit. Vous savez que j'ai consacré l'essentiel de ma vie
214 professionnelle à la protection de notre État de droit. Et le gouvernement souscrit aux
215 accords conclus en amont à ce sujet par les quatre partis de la coalition. Cela signifie que
216 l'État de droit est pour nous une donnée incontournable, avec pour principaux ancrages les
217 libertés démocratiques et les droits fondamentaux inscrits dans notre Constitution. Nous les
218 défendons. Nous les garantissons. Tout ce que je pourrais ajouter ternirait le propos
219 parfaitement clair que je forme aujourd'hui pour tout un chacun. Je vous demande
220 simplement, à vous et à tous les habitants de notre pays, de nous juger sur ce que nous
221 ferons. Jugez-nous sur nos actes.

222

223 Sur la scène internationale les Pays-Bas sont et resteront un partenaire fiable au sein de
224 l'UE et de l'OTAN, dans la pleine conscience que ces deux organisations forment la pierre
225 angulaire de notre sécurité et de notre prospérité. De mon point de vue personnel, il est
226 parfaitement clair que la protection de ce qui nous est cher, de nos libertés et de notre mode
227 de vie constitue une priorité absolue de la politique de sécurité internationale. Et, en effet, la
228 défense en est un élément déterminant. Mais la résilience de notre société passe aussi par
229 l'autonomie stratégique dans d'autres domaines, comme l'énergie, la sécurité alimentaire et
230 les matières premières. Ne soyons pas naïfs en cela. À quelques heures d'avion d'ici fait
231 rage une guerre atroce où les vies humaines ne comptent pas pour les Russes. Notre pays
232 n'est pas épargné par les hackers et les autres tentatives étrangères d'espionnage,
233 d'intrusion et d'influence. De Russie, de Chine, du Moyen-Orient, l'instabilité guette l'Europe
234 de toutes parts. Et la réalité veut que nous nous préparions à des scénarios restés
235 longtemps impensables. Pour cette seule raison, les Pays-Bas ne peuvent rester forts et
236 prospères en agissant isolément. Ce n'est donc pas notre intention. L'Ukraine peut continuer
237 à compter sur le soutien néerlandais : financier, militaire et politique. La norme des 2 %
238 prévue par l'OTAN pour la défense sera réalisée et inscrite dans la loi. Et le gouvernement
239 respectera tous les accords européens et internationaux signés par les Pays-Bas. Comme il
240 se doit.

241

242 Ce que nous ne ferons plus, c'est la surtransposition nationale d'accords internationaux,
243 comme dans le cas de la politique pour la nature et le climat. Donc, pas d'interprétation des
244 règles européennes plus contraignante que dans d'autres pays. Nous n'avons pas à toujours
245 être le premier de la classe. Nous ne pouvons pas non plus nous le permettre, étant donné
246 la densité de notre population, le dynamisme de nos entreprises, la qualité de notre
247 agriculture et de notre pêche et l'exiguïté de notre territoire.

248

249 Ce que nous ferons, c'est ouvrir le débat au sein de l'Europe sur les accords internationaux
250 qui touchent démesurément notre pays ou font obstacles à une solution raisonnable.
251 L'accord de coalition mentionne notamment cette possibilité dans ses chapitres sur les
252 migrations et l'agriculture. Je sais que nombreux sont ceux, ici présents et hors de cet
253 hémicycle, qui rangent cela dans la catégorie « impossible, ça ne se peut pas ». Et je suis
254 suffisamment expérimenté pour savoir que la remise en question d'accords internationaux et
255 la discussion d'exceptions ne se soldent pas forcément par la réussite. Nous devons
256 cependant garder à l'esprit que les États membres de l'UE disposent d'une réelle marge de
257 manœuvre pour déterminer par eux-mêmes comment réaliser certains objectifs. La
258 discussion est donc possible. En outre j'ai grandi dans une famille où travailler dur et

259 persévérer était la norme. « C'est impossible est mort et enterré, je ne veux pas repose à
260 son côté », tel était notre credo à la maison. Le gouvernement vous donne-t-il aujourd'hui la
261 garantie à cent pour cent de tout obtenir sur ce point ? Non, quand même pas. Mais bien la
262 promesse absolue que nous défendrons bec et ongle les intérêts néerlandais. Et que nous
263 trouverons et exploiterons les possibilités existantes.

264
265 Au sujet de la dernière condition, financière, je voudrais dire ceci. Le plus important est que,
266 dans la meilleure tradition néerlandaise, nous choisissons la solidité financière. En d'autres
267 termes : le déficit public restera au-dessous de la norme convenue de 3 %.

268 Et si cette limite menace d'être dépassée, nous agirons en conséquence. Pas parce que
269 l'Europe l'exige, mais pour préserver nos enfants et nos petits-enfants d'un endettement
270 excessif. Nous ne voulons pas hypothéquer l'avenir.

271
272 Malheureusement, il est certain que le présent gouvernement devra maintenir plus
273 fermement les cordons de la bourse que ses prédécesseurs. À court et moyen terme, il y a
274 lieu de sérieusement s'inquiéter. Nous ne pouvons plus vivre au-dessus de nos moyens.
275 Notre ambition est cependant d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages et de baisser les
276 charges des entreprises. Cela passe par des choix inévitables, car dans le budget de l'État,
277 qui dit dépense dit recette. Je mentionne la hausse de la TVA, les économies sur l'aide au
278 développement, la suppression du service civique volontaire et la forte réduction de la
279 fonction publique d'État. Il existe une réalité financière et nous devons la regarder en face.
280 Le gouvernement ne peut et ne veut pas se soustraire à cette responsabilité.

281
282 C'est en cela, monsieur le président, que réside la réponse à la question qui m'a le plus
283 souvent été posée ces dernières semaines. « Pourquoi as-tu accepté le poste de Premier
284 ministre que t'ont proposé les quatre partis de la coalition ? » C'est un poste que je n'ai
285 jamais convoité, un sort presque miraculeux qui s'est présenté à moi. En toute franchise,
286 c'est évidemment difficile de dire non à une sollicitation qui me fait tant d'honneur ; rien de ce
287 qui est humain ne m'est étranger. Mais ce qui me motive au plus profond de moi-même,
288 c'est l'intérêt public, auquel je me consacre corps et âme depuis déjà quarante ans. Il n'y a
289 rien de plus beau que pouvoir endosser cette responsabilité. Je n'aurais jamais pu imaginer
290 que je le ferais à cette place. Mais maintenant que j'y suis, je ne conçois pas de tâche plus
291 importante.

292
293 De tous les échanges que j'ai eus avec les membres du gouvernement qui m'entourent, je
294 perçois le même entrain à porter des responsabilités. La volonté de bien faire pour les Pays-
295 Bas, étant donné le verdict des urnes du 22 novembre dernier, étant donné l'accord de

296 coalition, et étant donné la possibilité qui nous est donnée de traduire de bonnes et
297 raisonnables idées en action politique, en étroite concertation avec le Parlement, avec la
298 société civile et au contact de la société.
299